

Nous avons tort de tenir la démocratie pour acquise

Il y a quelques jours, le 23 mai 2021, aux portes de l'Europe, les autorités biélorusses détournaient un avion Ryanair pour arrêter un journaliste et sa compagne, critiques envers le régime du président Loukachenko. Les jeunes Roman Protassevitch et Sofia Sapega ont ainsi rejoint les centaines d'opposants politiques actuellement emprisonnés au Bélarus. Il ne faut pas chercher très loin pour réaliser la chance que nous avons de vivre en démocratie. Une chance que nous mesurons pourtant trop peu. Il est vrai qu'on se préoccupe souvent davantage de ce qui nous manque. Mais nous aurions tort de tenir la démocratie pour acquise.

Une démocratie fragilisée

Plusieurs menaces planent en effet sur la démocratie. La principale, sans doute, est la montée des extrémismes idéologiques, politiques ou religieux, qui se nourrissent de peurs, de frustrations, de suspicions, de sentiments d'injustice, d'exclusion et d'isolement social. La prégnance du néolibéralisme y a en grande partie contribué, par l'accroissement de la concurrence, des inégalités et de l'individualisme. La complexité du paysage institutionnel belge (et européen) et les scandales de mauvaise gouvernance ont réduit la confiance envers les élus, ce dont différents populistes ont pu profiter. De surcroît, alors qu'ils étaient censés nous rapprocher, les réseaux sociaux ont participé à exacerber ces sentiments négatifs, en nous enfermant dans des bulles cognitives, tout en nous entraînant dans une logique de clash entre clans plutôt que de débat d'idées.

La pandémie de Covid-19 a ensuite mis le feu aux poudres. Les États démocratiques européens, affaiblis par le néolibéralisme, se sont rapidement retrouvés désarmés pour lutter efficacement contre la propagation du virus et ont dû mettre en place des mesures sévères de restriction de libertés. Les sentiments négatifs évoqués plus haut

n'ont fait que croître, le fossé entre gouvernants et citoyens s'élargissant. Et au coronavirus s'est ajoutée la fièvre des réseaux sociaux, où faits alternatifs, théories du complot, ressentiments violents et actes de cyberharcèlement ont prospéré sans suffisamment être circonscrits.

Pourtant, la caractéristique première de la démocratie est relationnelle: elle suppose une culture du respect, du dialogue, de la non-violence et de la recherche collective du vrai, du juste et du bien commun.

C'est cet état d'esprit qu'il faut cultiver.

Une démocratie à revitaliser

Face aux menaces, comment raviver la démocratie? Tout d'abord, il devient incontestable que la machine institutionnelle belge (et européenne) doit être simplifiée et le poids des partis politiques allégé, au bénéfice des Parlements (dont le pouvoir a été en grande partie confisqué durant la gestion de crise sanitaire).

Ensuite, notre système démocratique doit évoluer vers davantage de participation citoyenne. Au niveau local, plusieurs initiatives font déjà leurs preuves, comme les enquêtes publiques, les conseils consultatifs, la consultation populaire ou le budget participatif. Et à une échelle supérieure, d'autres modèles sont actuellement à l'essai, par exemple en Communauté germanophone avec le "dialogue citoyen permanent", ou en Régions bruxelloise et wallonne avec les "commissions délibératives



Opinion



Simon-Pierre de Montpellier

Rédacteur en chef de la revue "En question" (1)

Il faut bien sûr se battre contre les inégalités, les peurs, la violence sur les réseaux et les extrémismes. Mais, moi, à mon niveau, je peux aussi régénérer la démocratie. En commençant par "sortir de moi" et m'intéresser au monde qui m'entoure.

mixtes" (des citoyens tirés au sort avec des parlementaires élus). Autant de pistes à creuser et d'autres à tracer...

Enfin, n'oublions pas la fonction essentielle, mais trop souvent négligée, que les acteurs de la culture et de l'éducation (permanente) remplissent pour nous "émanciper", stimuler notre esprit et nos relations, et ainsi vivifier la démocratie. De même que les "corps intermédiaires", qui jouent le rôle de médiateurs entre gouvernants et gouvernés, et en particulier les associations qui défendent les plus fragilisés d'entre nous. Car c'est à la façon dont elle traite les plus faibles qu'on peut mesurer la grandeur d'une société.

Au quotidien

Et moi, à mon niveau, comment puis-je régénérer la démocratie? En m'intéressant au monde qui m'entoure; certainement. En m'engageant dans la politique de ma commune ou au sein d'associations, sans doute, même si cela prend du temps. Mais aussi peut-être plus simplement dans l'intimité de mon quotidien, de mes cadres de vie, au travail, avec mes proches, au sein de ma famille.

En effet, bon nombre de nos idéaux, de nos espoirs pour la société, peuvent germer dans nos modestes jardins, pour se répandre au-delà. En "sortant de moi", de ma bulle cognitive, de mon expérience personnelle, de mon intérêt individuel pour penser à l'intérêt collectif et viser le bien commun. En faisant preuve de respect, d'écoute et d'empathie, en me mettant à la place de l'Autre et en libérant sa parole, en particulier le plus fragile ou la plus discriminée – cette collègue qui se fait couper la parole par deux hommes en réunion ou ce petit

dernier de famille qui n'ose pas s'exprimer à la table familiale. En étant inclusif et en faisant participer les personnes concernées par une décision – en concertant mes collègues avant de lancer un nouveau projet ou en réunissant chaque dimanche un conseil de famille. En créant l'échange ou en prenant part à la discussion (qui ont déjà un sens en soi, même s'ils ne donnent pas de résultats tangibles) – avec mes voisins lors du barbecue de quartier ou à la réunion de parents à l'école de mes enfants. Et, finalement, en étant intègre, honnête et transparent, en tenant ma parole, en passant de la parole aux actes et en agissant pour le bien commun, c'est-à-dire pour permettre à chacune et à chacun d'atteindre une

vie heureuse.

Ces comportements sont exigeants. Ils demandent de "sortir de soi" – de son confort, de ses habitudes et de ses influences – afin de "conduire hors de" – pousser nos entourages, des communautés, la société hors de dangers. C'est le sens de l'éducation (2), l'éducation à la démocratie, qui demande du temps, de la persévérance et du courage. Afin d'en prendre soin.

Il ne faut pas chercher très loin – au Bélarus par exemple – pour réaliser la chance que nous avons de vivre en démocratie.

→ (1) La revue "En question" est éditée par le Centre Avec. Dernier numéro (n°137 – juin 2021): "La démocratie pourrait-elle disparaître?" 5 € au lieu de 7 pour les lecteurs de "La Libre Belgique" (hors frais de port). Infos: www.centreavec.be – info@centreavec.be

→ (2) "Éduquer" vient du latin "educere" qui signifie "conduire hors de".

→ Titre de la rédaction. Titre original: "Prendre soin de la démocratie"

CHRONIQUE

Ce qui compte et ce qui est compté

La Covid l'a cruellement montré: il est temps de populariser d'autres indicateurs de santé économique que la croissance du PIB.



Étienne de Callatay (1)
Chroniqueur

Côté éco

Le Bureau fédéral du Plan vient d'annoncer une croissance de 5,5% en Belgique en 2021. Tant mieux, a priori, et en particulier du fait des investissements des entreprises, mais réalisons ceci: le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur utile mais il est de second rang en termes de qualité de vie et, pris isolément, il est profondément trompeur.

Cette mise en garde est ancienne, et elle a été formidablement synthétisée par Robert Kennedy en 1968: "Le PIB mesure tout sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue." En fait, ce qui vaut aussi la peine, c'est de reprendre les phrases précédentes du discours de Kennedy: "Notre PIB prend en compte dans ses calculs la pollution de l'air, la publicité pour le tabac et les courses d'ambulances qui ramassent les blessés sur nos routes. Il comptabilise les systèmes de sécurité que nous installons pour protéger nos habitations et le coût des prisons où nous enfermons ceux qui réussissent à les forcer. Il intègre la destruction de nos forêts de séquoias ainsi que leur remplacement par un urbanisme tentaculaire et chaotique. Il comprend la production de napalm, des armes nucléaires, et des voitures blindées de la police destinées à réprimer des émeutes dans nos villes. Il comptabilise les programmes de télévision qui glorifient la violence dans le but de vendre les jouets correspondants à nos enfants. En revanche, le PIB ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur instruction, ni de la gaieté de leurs jeux."

Les économistes, qui ont conçu cet indicateur, en font évoluer la méthodologie et, en pratique, le calculent, en connaissent les limites. Ils invitent depuis belle lurette à en relativiser la portée, mais il se heurte à une grande inertie en termes de clef de lecture collective. Espérons que la terrible crise de Covid nous fasse changer de lunettes. Un seul doublet fait devrait suffire:

en Belgique, en 2020, le PIB a reculé comme jamais depuis qu'il est mesuré et, pourtant, le pouvoir d'achat des ménages a progressé. Bien sûr, c'est dû au soutien des pouvoirs publics, mais cela illustre combien la variation du PIB, à elle seule, ne caractérise pas le niveau de bien-être matériel et, au-delà, la performance économique.

Nous savions déjà que le PIB ignorait les questions de pérennité environnementale et de désirabilité humaine, mais avec le Covid nous avons vu que la croissance du PIB ne cerne même pas correctement la vigueur sous-jacente de la conjoncture économique, sa tâche première. Et l'argument de la nécessité d'une croissance du PIB pour modérer le ratio "dette publique/PIB" et, au-delà, garantir un faible taux d'intérêt réel, condition sine qua non de la soutenabilité des finances publiques, s'est évanoui avec le Covid: la chute du PIB a poussé le taux d'endettement fortement à la hausse mais sans nullement inquiéter les marchés financiers.

De plus, le Covid a rappelé que la valeur ajoutée que le PIB est supposé mesurer n'est pas la valeur ajoutée sociale. Ainsi, cette dernière a fortement baissé dans l'enseignement... mais pas dans le calcul du PIB, qui se base sur la masse salariale, inchangée, des enseignants. Et pour le PIB, un euro de revenu de l'artiste a le même poids, qu'il provienne de spectateurs ou d'un dédommagement public pour des portes qui doivent rester closes.

Face à un enfant malade, vous ne vous satisférez pas qu'un thermomètre que vous savez peu fiable indique une absence de température. Pourtant, pour la santé économique, nous continuons à donner trop de poids au PIB. Voir dans le coût de la crise du Covid une réhabilitation de celui-ci comme bouillotte de l'action publique serait une grave erreur analytique, en plus de témoigner d'un sens pervers de ce qui vaut que la vie soit perçue.

→ (1) etienne.decallatay@orcadia.eu